



Convention d'occupation temporaire du domaine privé par la ville de Bruay-la-Buissière

ENTRE :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, désigné ci-après sous le terme « le Centre de Gestion », installé Cité de la Fonction Publique Territoriale Pierre MAUROY, Allée du Château – LABUISSIERE – BRUAY-LA-BUISSIERE (62702), représenté par Monsieur Joël DUQUENOY, Président, agissant en cette qualité et dûment habilité par la délibération du Conseil d'administration n° 2024/ en date du 26 mars 2024,

d'une part,

La ville de Bruay-la-Buissière, ci-après désigné sous le terme « la Ville », installée Hôtel de ville, Place Henri Cadot – BRUAY-LA-BUISSIERE (62701), représentée par Monsieur Ludovic PAJOT, Maire, agissant en cette qualité et dûment habilité par la délibération du Conseil municipal n° 2020-06 en date du 5 juillet 2020,

d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

La Ville, chargée d'assurer une mission de service public, est régulièrement amenée à réaliser des activités culturelles.

Considérant que le domaine du Centre de Gestion constituerait un terrain propice pour une festivité, la Ville a sollicité la mise à disposition, à titre gracieux, d'un domaine afin d'y organiser une fête médiévale.

En réponse, le Centre de Gestion accepte de mettre à disposition son domaine.

Article 1 : Objet de la convention

Le Centre de Gestion décide de soutenir la Ville dans la réalisation des activités culturelles en l'autorisant à disposer, à titre gratuit, des emplacements désignés à l'article 2 de la présente convention.

La présente convention, qui vaut autorisation d'utilisation du domaine privé du Centre de Gestion, a pour objet de fixer les modalités par lesquelles le Centre de Gestion autorise la Ville à disposer des emplacements déterminés ci-après afin d'y organiser une fête médiévale.

Les plans portant sur l'organisation de la fête médiévale figurent en annexe de la présente convention.

Article 2 : Désignation du domaine

L'objet de la présente convention porte sur les parcelles cadastrales n° 594, 596, 597, 598, 600, 601, 602, 607, 1185, 1186 et 1187.

Le domaine utilisable par la Ville figure sur les plans de la présente convention.

Article 3 : Etat du domaine

La Ville disposera du domaine délimité dans les annexes dans l'état où il se trouvera lors de son entrée en jouissance, déclarant bien le connaître pour l'avoir vu et visité à sa convenance.

A ce titre, un état des lieux sera réalisé le 28 juin 2024 à 13 heures 30 et annexé à la présente. A la fin de l'occupation du domaine, un état des lieux sera réalisé le 1 juillet 2024 à 15 heures.

Article 4 : Destination du domaine

Le domaine sera utilisé pour assurer l'organisation d'une fête médiévale.

Il est à ce sujet expressément convenu que tout changement à cette destination, qui ne serait pas autorisé par le Centre de Gestion, entraînerait la résiliation immédiate de la présente convention.

Article 5 : Modalités d'occupation du domaine

L'accès au domaine se fera dans le respect des consignes du domaine et des dispositions relatives, notamment, au Code de la route, des règles de stationnement et d'accessibilité au domaine.

En dehors des horaires d'ouverture du Centre de Gestion, la Ville signalera les problèmes rencontrés aux personnes chargées de l'astreinte, à savoir à :

Monsieur ...
Agent du Centre de Gestion
Tél.: 06.42.67.16.15

L'autorisation est faite à titre précaire et est révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Il est expressément convenu que :

- si la Ville cessait d'avoir besoin du domaine ou ne bénéficiait plus des assurances nécessaires à la protection du domaine, cette mise à disposition deviendrait automatiquement caduque ;
- la mise à disposition du domaine est subordonnée au respect, par la Ville, des obligations en matière de sécurité et fixées par la présente convention ;
- la mise à disposition du domaine est effectuée dans le respect de l'avis de la Direction Régionale des Affaires Cultures (DRAC) qui figure en annexe de la présente convention ;
- la mise à disposition est effectuée dans le respect de l'avis de la Préfecture.

Le Centre de Gestion ne pourra en aucun cas et à aucun titre être tenu pour responsable des vols, actes délictueux ou criminels dont la Ville pourrait être victime ni d'accidents pouvant survenir aux usagers ou aux personnels employés sur le domaine mis à disposition. Il décline également toute responsabilité pour les dommages subis par la Ville du fait des dommages causés par les conditions météorologiques.

Il appartiendra à la Ville d'assurer, comme elle le jugera convenable, la garde et la surveillance des matériaux éventuellement entreposés ou des constructions mobiles qu'elle pourrait envisager d'aménager.

En outre, le Centre de Gestion pourra exiger la suspension de l'exploitation en cas de risques climatiques, en cas de force majeure, événement exceptionnel ou en cas de contraintes de sécurité imposées par les services de l'Etat, sans que la Ville puisse exiger du Centre de Gestion le versement d'une indemnité pour la non-occupation.

La Ville est seule responsable de son fait, de celui son personnel et des biens dont il a la garde de tout dommage corporel, matériel ou immatériel qui en sont la conséquence, ainsi que de toute dégradation survenant, par ou à l'occasion de l'organisation de l'évènement:

- aux biens d'équipement, matériels et marchandises de toute nature ;
- aux personnes physiques.

Article 6 : Entretien du domaine

La Ville devra immédiatement aviser le Centre de Gestion de toute réparation à la charge de cette dernière dont elle sera à même de constater la nécessité, sous peine d'être tenue responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

La Ville fera également son affaire personnelle, sans recours contre le Centre de Gestion, de tous dégâts occasionnés au domaine ainsi que des troubles de jouissance.

La Ville ne pourra effectuer de modifications sur le domaine que sous réserve de l'approbation préalable et écrite du Centre de Gestion, et sous le contrôle de celui-ci en cas d'accord. Dans une telle hypothèse, le coût des modifications sera supporté par la Ville.

A la fin de l'occupation, les lieux seront rétablis dans leur état primitif par la Ville et à la charge de cette dernière.

A ce titre, la Ville s'engagera à maintenir et à rendre le domaine mis à disposition dans le plus parfait état d'entretien et de propreté et devra prendre toutes les mesures nécessaires pour gérer ses propres déchets ainsi que ceux éventuellement générés par le public.

Lors de l'occupation, la Ville souffrira, sans indemnité, les travaux qui pourraient être entrepris par le Centre de Gestion sur le domaine utilisé, pour quelque raison que ce soit et quelle qu'en soit la durée.

Article 7 : Cession

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultant est interdite.

De même, il est interdit à la Ville d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement, que cela soit à titre gratuit ou onéreux.

Article 8 : Durée

L'autorisation d'occupation est octroyée à compter du 28 juin 2024 à 14 heures jusqu'au 1 juillet 2024 à 14 heures.

Article 9 : Redevance

Conformément à la délibération n° 2024/... du Conseil d'administration du Centre de Gestion en date du 26 mars 2024, le domaine est consenti à la Ville à titre gracieux.

Article 10 : Assurances

La Ville s'assurera contre les risques de responsabilité civile, d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité. En outre, elle s'engage à souscrire une assurance multirisques et responsabilité garantissant les sinistres de toutes natures pouvant survenir au domaine occupé ou être causés aux tiers du fait de l'utilisation de celui-ci. L'assurance souscrite devra générer des dommages et intérêts suffisants pour permettre la remise en l'état du domaine confié.

La Ville devra s'acquitter du paiement des primes et en justifier par une attestation qui sera annexée à la présente convention.

La Ville s'engage à aviser immédiatement le Centre de Gestion de tout sinistre.

Article 11 : Responsabilité et recours

La Ville sera personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention.

La Ville répondra, pendant le temps qu'elle en aura la jouissance, des dégradations causées au domaine occupé et commises tant par elle que par ses membres ou préposés, ou toute personne effectuant des travaux ou interventions pour son compte.

Article 12 : Obligations générales de la Ville

Les obligations suivantes devront être observées par les agents de la Ville, de même que par les personnes qu'elle aura introduites ou laissées introduire dans les lieux :

- ils s'interdiront tout acte à caractère raciste, antisémite ou xénophobe et tout acte pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens. Ils useront paisiblement du domaine occupé avec le souci de respecter la tranquillité et le repos du voisinage ;
- ils ne devront pas se livrer à des actes d'ivrognerie ou d'immoralité notoirement scandaleuse ;
- ils observeront les règlements de sécurité et sanitaires du département du Pas-de-Calais et de l'Etat.

Article 13 : Visite des lieux

La Ville devra laisser les représentants du Centre de Gestion, ses agents et ses entrepreneurs pénétrer dans le domaine occupé pour le visiter, le réparer ou l'entretenir. Pour les visites, celles-ci seront fixées conjointement par le Centre de Gestion et la Ville.

Article 14 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit.

La présente convention peut être résiliée par le Centre de Gestion à tout moment pour motif d'intérêt général, après notification.

La résiliation de la présente convention ne donnera lieu à aucune indemnisation.

Article 15 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 16 : Litiges

En cas de litige, les parties s'engagent à trouver une solution amiable.

Pour tous litiges concernant cette convention, le tribunal territorialement compétent sera le tribunal administratif de Lille.

Fait à Bruay-la-Buissière, en double exemplaire, le ... juin 2024

Pour le Centre de Gestion,
Le Président,

Pour la Ville,
Le Maire,

Joël DUQUENOY

Ludovic PAJOT